

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-crise-economique-mondiale-la-Grande-Depression-du-XXIe-siecle>

La crise économique mondiale : la Grande Dépression du XX^e siècle

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : samedi 12 juin 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le texte suivant constitue la préface du livre *The Global Economic Crisis. The Great Depression of the XXI Century*, de Michel Chossudovsky et Andrew Gavin Marshall (éditeurs), Montréal, Global Research, 2010, qui sera publié à la fin mai.

Dans ce recueil bien à propos, chaque auteur lève le voile sur une trame complexe de tromperie et de déformation médiatique servant à camoufler les rouages du système économique mondial et ses effets ravageurs sur la vie des gens.

Les causes complexes tout comme que les conséquences destructrices de la crise économique sont scrutées à la loupe dans les contributions de Ellen Brown, Tom Burghardt, Michel Chossudovsky, Richard C. Cook, Shamus Cooke, John Bellamy Foster, Michael Hudson, Tanya Cariina Hsu, Fred Magdoff, Andrew Gavin Marshall, James Petras, Peter Phillips, Peter Dale Scott, Bill Van Auken, Claudia von Werlhof et Mike Whitney.

Malgré la diversité des points de vue et des perspectives présentées dans ce volume, les collaborateurs arrivent tous ultimement à la même conclusion : l'humanité se trouve à la croisée des chemins de la crise économique et sociale la plus grave de l'histoire moderne.

PRÉFACE : La crise économique mondiale, la Grande Dépression du XXI^e siècle

Dans toutes les grandes régions du monde, la récession économique est profonde et entraîne le chômage de masse, l'effondrement de programmes sociaux étatiques et l'appauvrissement de millions de personnes. La crise économique s'accompagne d'un processus mondial de militarisation, d'une « guerre sans frontières » menée par les États-Unis d'Amérique et ses alliés de l'OTAN. La conduite de la « longue guerre » du Pentagone est intimement liée à la restructuration de l'économie mondiale.

Il ne s'agit pas d'une crise économique ou d'une récession précisément définies. L'architecture financière mondiale maintien des objectifs stratégiques et de sécurité nationale, tandis que le programme militaire U.S.-OTAN sert à cautionner une puissante élite d'entreprises, laquelle éclipse et sape implacablement les fonctions du gouvernement civil.

Ce livre conduit le lecteur dans les corridors de la Réserve Fédérale et du Council on Foreign Relations, derrière les portes closes de la Banque des règlements internationaux (BRI) et au cœur des salles de réunion corporatives cossues de Wall Street, où s'effectuent couramment des transactions financières d'une portée considérable, en un clic, à partir de terminaux informatiques liés à de grands marchés boursiers.

Chaque auteur lève le voile sur une toile complexe de tromperie et de déformation médiatique servant à camoufler les rouages du système économique mondial et ses effets ravageurs sur la vie des gens. Notre analyse se concentre sur le rôle de puissants acteurs économiques et politiques dans un environnement envahi par la corruption, la manipulation financière et la fraude.

Malgré la diversité des points de vue et des perspectives présentées dans ce volume, les contributeurs arrivent tous ultimement à la même conclusion : l'humanité se trouve à la croisée des chemins de la crise économique et sociale la plus grave de l'histoire moderne.

La débâcle des marchés financiers en 2008-2009 est née d'une fraude institutionnalisée et de la manipulation financière. Les "sauvetages bancaires" ont été mis en oeuvre sous les instructions de Wall Street et ont mené au plus important transfert de richesse monétaire de l'histoire jamais enregistré, tout en créant simultanément une dette publique insurmontable.

Avec la détérioration planétaire des niveaux de vie et la chute des dépenses de consommation, la structure entière du commerce international des denrées est potentiellement compromise. Le système de paiement des transactions monétaires est chamboulé. Une fois le marché du travail effondré, le paiement des salaires est perturbé, ce qui en retour déclenche une diminution des dépenses liées aux biens et services essentiels. Cette grave dégringolade du pouvoir d'achat se répercute ensuite sur le système de production, résultant en une série de mises à pied, de fermeture d'usines et de faillites. Exacerbée par le gel du crédit, la baisse de la demande de biens de consommation contribue à la démobilisation des ressources humaines et matérielles.

Ce processus de déclin économique est cumulatif et toutes les catégories de main-d'oeuvre sont affectées. Les paiements des salaires ne sont plus effectués, le crédit est dérégulé et les dépenses d'investissement sont au point mort. Entre-temps, dans les pays occidentaux, le « filet de sécurité sociale », hérité de l'État providence et protégeant les chômeurs lors d'un ralentissement économique, est également en danger.

Le mythe de la reprise économique

Bien que l'on reconnaisse fréquemment l'existence d'une « Grande Dépression » de l'ordre de celle des années 1930, cela est occulté par un consensus inflexible : « L'économie est sur la voie de la reprise. »

Alors que l'on parle de regain économique, les commentateurs de Wall Street ont intentionnellement négligé avec persistance le fait que la débâcle financière n'est pas simplement composée d'une bulle, celle du marché de l'habitation et de l'immobilier, laquelle a déjà éclaté. En réalité, la crise est constituée de bien des bulles qui semblent toutes diminuer l'importance de l'éclatement de la bulle immobilière de 2008.

Bien qu'il n'y ait aucun désaccord fondamental chez les analystes du courant dominant quant à la présence d'une reprise économique, il existe un débat animé à savoir quand elle se produira, à savoir au cours du prochain trimestre ou du troisième trimestre l'an prochain, etc. Déjà au début 2010, la « reprise » de l'économie étasunienne avait été prévue et confirmée par un torrent de désinformation médiatique soigneusement formulé. Pendant ce temps le borborygme social du chômage accru aux États-Unis a été scrupuleusement camouflé et les économistes voient la faillite comme un phénomène microéconomique.

Bien qu'ils révèlent des réalités au niveau local affectant une usine ou plus, les reportages sur les faillites ne procurent pas de vue d'ensemble sur ce qui se produit aux niveaux national et international. Lorsque l'on additionne ces fermetures simultanées d'usines dans les petites et grandes villes à travers le pays, un tableau fort différent émerge : des secteurs entiers de l'économie nationale cessent leurs activités.

On continue à induire l'opinion publique en erreur quant aux causes et aux conséquences de la crise économique, sans compter les solutions politiques. Les gens sont amenés à penser que l'économie possède sa propre logique, laquelle dépend de la libre influence réciproque des forces du marché, et qu'en aucune circonstance de puissants acteurs financiers tirant les ficelles au sein des salles de réunion corporatives, auraient pu influencer le cours des événements économiques.

L'appropriation acharnée et frauduleuse de la richesse est maintenue comme partie intégrante du « rêve américain », comme moyen de propager les bénéfices de la croissance économique. Tel qu'exprimé par Michael Hudson, le

mythe suivant s'établit : « sans richesse au sommet, il n'y aurait pas de retombées ». Une logique si défaillante du cycle économique masque une compréhension des origines structurelles et historiques de la crise économique mondiale.

Fraude financière

La désinformation médiatique sert largement les intérêts d'une poignée de banques mondiales et de spéculateurs institutionnels utilisant leur mainmise sur les marchés financiers et ceux des denrées afin d'amasser des quantités impressionnantes de richesse monétaire. Les couloirs de l'État sont contrôlés par l'ordre corporatif établi, dont les spéculateurs. Entre-temps, les « sauvetages bancaires », présentés au public comme nécessaires à la reprise économique, ont facilité et légitimé un processus additionnel d'appropriation de la richesse.

Une quantité importante de richesse monétaire est acquise par la manipulation financière. L'appareil financier a développé des instruments sophistiqués de manipulation et de tromperie pures et simples, auxquels on fait allusion sous le nom de « déréglementation ». Grâce à des informations privilégiées et à une connaissance préalable, de grands acteurs financiers, utilisant les instruments de transactions spéculatives, ont la capacité de falsifier et de truquer les mouvements des marchés à leur avantage, de précipiter l'effondrement d'un compétiteur et de provoquer des dégâts dans les économies des pays en développement. Ces outils de manipulation sont devenus des éléments fondamentaux de l'architecture financière : ils sont intégrés au système.

L'échec de la science économique dominante

La profession d'économiste, particulièrement dans les universités, aborde rarement le « monde réel » du fonctionnement des marchés. Des concepts théoriques centrés sur des modèles mathématiques servent à représenter un monde abstrait et fictif au sein duquel les individus sont égaux. Il n'existe pas de distinction théorique entre les travailleurs, les consommateurs ou les entreprises, auxquels ont fait invariablement référence comme des « négociateurs individuels ». Or, aucun individu n'a le pouvoir ou la capacité d'influencer à lui seul le marché et il ne peut pas y avoir de conflit entre les travailleurs et les capitalistes dans ce monde abstrait.

En omettant d'examiner les actions réciproques des puissants acteurs économiques dans l'économie « réelle », on ignore les techniques de truquage des marchés, de manipulation financière et de fraude. La concentration et la centralisation des prises de décision économiques, le rôle des élites financières, les cercles de réflexion, les salles du conseil : aucune de ces questions n'est examinée dans les programmes économiques universitaires. Le concept théorique est dysfonctionnel : il ne peut être utilisé pour assurer une compréhension de la crise économique.

La science économique est un concept idéologique servant à camoufler et à justifier le nouvel ordre mondial. Un lot de postulats dogmatiques contribue à la sauvegarde du capitalisme de libre marché en niant l'existence d'inégalités sociales et la nature du système motivé par le profit. Le rôle de puissants acteurs économiques et la façon dont ces derniers sont capables d'influencer les mécanismes des marchés financiers et de denrées n'est pas un objet de préoccupation pour les théoriciens de la discipline. Les pouvoirs de la manipulation servant à l'appropriation de quantités importantes de richesse monétaire sont rarement abordés. Et lorsqu'ils sont reconnus, on considère qu'ils appartiennent au domaine de la sociologie ou de la science politique.

Cela signifie que le cadre politique et institutionnel derrière ce système économique mondial, modelé au cours des trente dernières années, est rarement analysé par les économistes de l'école dominante. Il s'ensuit que l'économie, en tant que discipline, à quelques exceptions près, n'a pas fourni l'analyse nécessaire à la compréhension de la crise économique. En réalité, ses principaux postulats du libre marché nient l'existence d'une crise. L'économie

néoclassique est centrée sur l'équilibre, le déséquilibre et la « correction du marché » ou l'« ajustement » par le mécanisme du marché, dans le but de remettre l'économie « sur la voie de la croissance autonome ».

La pauvreté et les inégalités sociales

L'économie politique mondiale est un système qui enrichit une poignée d'individus au détriment de la grande majorité. La crise économique mondiale a contribué à l'accroissement des inégalités sociales, aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre eux. Dans le capitalisme mondial, la pauvreté ne résulte pas de la rareté ou du manque de ressources humaines et matérielles. Le contraire est plutôt vrai : la dépression économique est marquée par un procédé de désengagement des ressources humaines et du capital physique. La vie des gens est détruite et la crise économique est profonde.

Les structures d'inégalités sociales ont été renforcées sciemment, menant ainsi non seulement à un processus généralisé d'appauvrissement, mais aussi à l'anéantissement des groupes à revenus moyen et moyen supérieur.

Le consumérisme de la classe moyenne, sur lequel est basé ce modèle de développement capitaliste incontrôlable, est lui aussi menacé. Les faillites ont frappé plusieurs des secteurs les plus vivants de l'économie consumériste. Les classes moyennes occidentales ont pour leur part été sujettes à l'érosion de leur richesse matérielle durant plusieurs décennies. Alors que la classe moyenne existe en théorie, il s'agit d'une classe construite et préservée par l'endettement des ménages.

Au lieu de la classe moyenne, ce sont plutôt les riches qui deviennent rapidement la classe consumériste, cela conduisant à la croissance incessante de l'économie des marchandises de luxe. De plus, en raison du tarissement des marchés de classe moyenne pour les produits manufacturés, la structure de la croissance économique a subi un virage fondamental et décisif. Avec l'effondrement de l'économie civile, le développement de l'économie de guerre étasunienne, soutenue par un budget de la Défense monstrueux avoisinant les billions de dollars, a atteint de nouveaux sommets. Au moment où les marchés s'effondrent et que la récession se développe, les entrepreneurs militaires, les industries d'armement perfectionné, les entrepreneurs en sécurité nationale et les compagnies de mercenaires prometteuses (entre autres) ont connu une croissance florissante de leurs diverses activités.

La guerre et la crise économique

La guerre est inextricablement liée à l'appauvrissement des individus, au pays et à travers le monde. La militarisation et la crise économique sont aussi intimement liées. La fourniture de produits et services essentiels nécessaire aux besoins humains fondamentaux a été remplacée par un « engin meurtrier » à but lucratif et en faveur de la « guerre mondiale au terrorisme ». Les pauvres sont faits/utilisés pour combattre les pauvres. Cependant, la guerre enrichit la classe supérieure, laquelle contrôle l'industrie, l'armée, le pétrole et les banques. Dans une économie de guerre, la mort est bonne pour les affaires, la pauvreté est bonne pour la société et le pouvoir est bon pour la politique. Les pays occidentaux, particulièrement les États-Unis, dépensent des centaines de milliards de dollars par année pour assassiner des innocents dans des pays lointains appauvris, alors que leurs citoyens souffrent des disparités touchant à la pauvreté, aux classes, aux genres et aux divisions raciales.

Une « guerre économique » absolue est menée par le libre marché et entraîne le chômage, la pauvreté et la maladie. La vie des gens est en chute libre et leur pouvoir d'achat est détruit. Les vingt dernières années de « libre marché » mondial ont touché d'une manière très réelle la vie de millions de personnes, en engendrant la pauvreté et le dénuement social.

Plutôt que d'aborder une catastrophe sociale imminente, les gouvernements occidentaux, qui servent les intérêts des

élites économiques, ont mis en place un État policier à la « Big Brother », ayant pour mandat la confrontation et la répression de toutes les formes d'opposition et de dissidence sociale.

La crise économique et sociale est loin d'avoir atteint son paroxysme et des pays entiers sont en danger, dont la Grèce et l'Islande. L'on a qu'à regarder l'escalade de la guerre au Moyen-Orient et en Asie centrale ainsi que les menace des États-Unis et de l'OTAN envers la Chine la Russie et l'Iran pour affirmer que la guerre et l'économie sont étroitement liées.

Notre analyse dans cet ouvrage

Les collaborateurs de ce livre révèlent la complexité du système bancaire mondial et de sa relation insidieuse avec le complexe militaro-industriel et les conglomérats pétroliers. Cet ouvrage présente une approche interdisciplinaire et polyvalente, tout en transmettant une compréhension des dimensions historique et institutionnelle. Il souligne également les relations complexes entre la crise économique et la guerre, l'empire et la pauvreté mondiale. Cette crise a véritablement une portée planétaire et des répercussions se propageant dans tous les pays et toutes les sociétés.

La première partie expose l'ensemble des causes de la crise économique ainsi que les échecs des sciences économiques de l'école dominante. Michel Chossudovsky se focalise sur l'histoire de la déréglementation financière et de la spéculation. Tanya Cariina Hsu analyse pour sa part le rôle de l'empire étasunien et son rapport à la crise économique. John Bellamy Foster et Fred Magdoff offrent quant à eux un examen complet de l'économie politique de la crise en expliquant le rôle clé de la politique monétaire. De leur côté, James Petras et Claudia von Werlhof présentent une revue critique détaillée du néolibéralisme en mettant l'accent sur les répercussions économiques, politiques et sociales des réformes du « libre marché ». Enfin, Shamus Cooke examine le rôle central de la dette, à la fois publique et privée.

La seconde partie, incluant des chapitres de Michel Chossudovsky et Peter Phillips, analyse la marée montante de la pauvreté et de l'inégalité sociale découlant de la Grande Dépression.

Grâce aux contributions de Michel Chossudovsky, Peter Dale Scott, Michael Hudson, Bill Van Auken, Tom Burghardt et Andrew Gavin Marshall, la troisième partie observe la corrélation entre la crise économique, la sécurité nationale, la guerre menée par les États-Unis et l'OTAN, et le gouvernement mondial. Dans ce contexte, comme l'exprime Peter Dale Scott, la crise économique engendre des conditions sociales favorisant l'instauration de la loi martiale.

La quatrième partie est axée sur le système monétaire international, son évolution et la transformation de son rôle. Andrew Gavin Marshall examine l'historique des banques centrales, ainsi que les diverses initiatives visant à créer des systèmes monétaires régionaux et international. Ellen Brown se concentre pour sa part sur la création d'une banque centrale mondiale et d'une devise internationale par le biais de la BRI. Finalement, Richard C. Cook étudie le système monétaire basé sur la dette comme système de contrôle et offre une structure pour la démocratisation du système monétaire.

Enfin, la cinquième partie est centrée sur les mécanismes du système bancaire parallèle ayant déclenché la débâcle des marchés financiers en 2008. Les chapitres de Mike Whitney et Ellen Brown décrivent en détail comment la combine à la Ponzi de Wall Street a été utilisée pour manipuler le marché et transférer des milliards de dollars dans les poches des banksters.

Nous sommes redevables aux auteurs pour leur recherche soigneusement documentée, leur analyse incisive et, avant tout, pour leur engagement inflexible envers la vérité : Tom Burghardt, Ellen Brown, Richard C. Cook, Shamus

Cooke, John Bellamy Foster, Michael Hudson, Tanya Cariina Hsu, Fred Magdoff, James Petras, Peter Phillips, Peter Dale Scott, Mike Whitney, Bill Van Auken et Claudia von Werlhof, ont livré, et ce avec une extraordinaire clareté, une compréhension des processus économiques, sociaux et politiques complexes qui affectent la vie de millions de personnes dans le monde.

Nous sommes reconnaissants envers Maja Romano de Global Research Publishers, qui a supervisé et coordonné sans relâche l'édition et la production de ce livre, incluant le concept créatif de la page couverture. Nous souhaitons également remercier Andréa Joseph pour la composition consciencieuse du manuscrit et le graphisme de la page couverture. Nous tenons aussi à remercier Isabelle Goulet, Julie Lévesque et Drew McKevitt pour leur soutien dans la révision et l'édition de cet ouvrage.

[Mondialisation](#), Le 18 mai 2010

Michel Chossudovsky et Andrew Gavin Marshall, Montréal et Vancouver, mai 2010